



Le grand reportage



En 2018, Mounira Ahmed, journaliste comorienne ci-contre, a reçu un appel de son frère, disant : « Notre jeune frère a été tué. Tu dois fuir ! » Aujourd'hui, elle vit dans une cabane à Kawéni, plus grand bidonville de France, sur les hauteurs de Mamoudzou, chef-lieu de Mayotte.



Mayotte, fragile refuge

Au milieu de l'océan Indien, ce département français voit débarquer des milliers de réfugiés en provenance des Comores. En situation illégale, ils s'entassent dans des cases en tôle et vivent dans la crainte d'être expulsés.

Textes et légendes **Fabian Federl**, photos **Morgan Fache**

Le grand reportage Mayotte, fragile refuge

Au sein de l'archipel des Comores, dans le détroit du Mozambique, à proximité de Madagascar, Mayotte est un monde à part. Un territoire français, où l'euro est en vigueur, le droit républicain s'applique, les rues sont bitumées et chaque enfant a une place à l'école.

L'île d'Anjouan, aux Comores, se trouve à seulement 70 kilomètres de la côte de Mayotte. Les Comores ont connu vingt coups d'État en quarante ans, et le dictateur actuel, Azali Assoumani, est peut-être le pire d'entre eux. Une partie considérable de la population comorienne a fui, à cause des persécutions politiques ou pour bénéficier de soins. Chaque jour, chaque nuit, des bateaux à coque de noix, appelés *kwassa-kwassa*, arrivent sur les côtes françaises. Aujourd'hui, selon le bureau local de la Cimade, qui vient en aide aux immigrés, environ la moitié des habitants de Mayotte sont des clandestins – officiellement, la population compte 300 000 personnes.

Pour empêcher les traversées, le gouvernement français a déployé des lois spéciales sur le territoire, que les organisations de défense des droits de l'homme qualifient d'inhumaines. Le droit du sol a été révoqué, afin de dissuader les mères comoriennes d'accoucher à Mayotte. Obtenir un droit d'asile à Mayotte, département français, ne permet pas de voyager dans les autres départements. Presque toutes les voies d'accès à la citoyenneté sont désormais bloquées pour les Comoriens, faisant de Mayotte une prison à ciel ouvert pour des milliers de réfugiés.

Les contrôles de la Police aux frontières (PAF) s'intensifient et les procédures d'expulsion s'accroissent, prenant moins de douze heures. Des Comoriens qui ont grandi à Mayotte sont expulsés le jour de leur 18^e anniversaire. ■





1



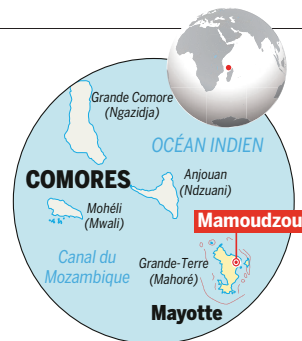
2



3



4



1 Devant la préfecture de Mayotte, à Mamoudzou, se forment chaque matin des files de demandeurs d'asile. La plupart d'entre eux viennent des Comores. Des noms sont lus à travers un haut-parleur, pendant des heures. Les personnes qui attendent sont nerveuses, car il est arrivé plusieurs fois, ces dernières semaines, que la Police aux frontières (PAF) vienne faire des contrôles ici.

2 Avec ses trois enfants, Mounira survit à Kawéni grâce à l'un de ses frères qui tient une ferme et vend des bananes. Il nourrit toute la famille.

3 Le frère aîné de Mounira, Samir – qui se fait appeler César – était un politicien de l'opposition aux Comores. Il raconte : « Mon frère a été assassiné par le dictateur Azali. Mon cousin aussi. Mes voisins, mes amis. » Ici, à Mayotte, César est en sécurité. Sa demande d'asile politique a été acceptée.

4 César n'ose toujours pas sortir du bidonville sans ses documents. « Il n'y a pas de loi à Mayotte, dit-il, c'est la PAF qui gouverne. » S'il devait être arrêté, il en est sûr, personne ne croira qu'il possède un titre de séjour. Mounira a beau partager la même histoire que son frère aîné, elle n'a pas vu sa demande d'asile acceptée.

Le grand reportage Mayotte, fragile refuge



1 Entre 12 000 et 20 000 personnes vivent dans le bidonville de Kawéni. La Police aux frontières s'y rend rarement. Lorsque les habitants ont besoin de quelque chose en ville, ils envoient quelqu'un qui a un titre de séjour ou ils se préviennent mutuellement de l'endroit où la PAF est en train de contrôler. À Kawéni, tout le monde est en réseau, partage la même situation et vit illégalement à Mayotte.

2 Dans une école coranique de Kawéni, un professeur enseigne l'arabe aux enfants. La plupart d'entre eux ne parlent pas français. Tous sont nés à Mayotte. Mais cela ne leur donne pas le droit d'obtenir la nationalité française. À 18 ans, ils peuvent être renvoyés. Jusqu'à 30 000 Comoriens sont expulsés de Mayotte chaque année. En métropole, 11 410 étrangers en situation irrégulière ont dû quitter le territoire en 2022.

3 Hassane est venu à Mayotte sur un *kwassa-kwassa* en 2018, avec sa mère, qui était malade. Mayotte abrite le seul hôpital décent de la région. Hassane a trouvé une cabane à Kawéni et s'est occupé de sa mère. Renvoyé à trois reprises aux Comores, il est à chaque fois revenu quelques jours plus tard.

4 Hassane (à d.) est invité à un repas pour la fête de l'Aid-El-Kébir.

5 Des enfants jouent devant le quai de débarquement de Mamoudzou. Mayotte est si proche des Comores que, d'une rive à l'autre, on peut voir les phares des voitures. Selon le Sénat français, entre 7 000 et 10 000 Comoriens se sont noyés depuis 1995 en essayant de rejoindre Mayotte à partir de l'île comorienne d'Anjouan. Le gouvernement comorien estime, lui, le nombre de morts à 50 000.



4



5